



NATIONS UNIES
MADAGASCAR

Unis dans l'Action

LES ÉCHOS

DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES MADAGASCAR

Edition spéciale :



COVID-19
RIPOSTE

RÉPONSE DU SNU FACE AU COVID-19



"Le SNU ensemble pour combattre le COVID-19"

Protégeons-nous, protégeons les autres!



www.madagascar.un.org



Système des Nations Unies



@MG_ONE_UN

DANS CETTE ÉDITION



Editorial



Pandémie du Covid-19 : historique



Interview : Pr Charlotte Faty Ndiaye,
Coordonnateur Résident a.l et
Représentant résident de l'OMS



Appui à la coordination de la
réponse au covid-19



La communication au centre de
la réponse



Bien être physique - mental,
social face à la pandémie



vols de solidarité



Assurer 0 décès maternel en
période de pandémie de
coronavirus



Tableau récapitulatif : contribution
du SNU à la réponse au COVID-19



Traitement sans incinération des
matériels de dépistage du Covid-
19 sans risque de contamination



Regard sur l'appui économique et
durable pour les ménages
vulnérables dans les milieux urbains

L'eau et l'hygiène: des axes
fondamentaux pour prévenir le virus



Le «TOSIKA FAMENO», un transfert
monétaire en milieu urbain qui
appuie les plus vulnérables à mieux
se relever



Education : plus de 600 000
collégiens pourront apprendre par
eux-mêmes avec les nouveaux
livrets d'auto-apprentissage



L'Education, la Communication et
la Culture dans la réponse au
covid-19



Appui au x secteurs industriels et
emploi



Actions visant l'instauration de la
sécurité des travailleurs et la
viabilité des entreprises et des
emplois



Placer les droits de l'homme au
cœur de la riposte à la pandémie
du COVID-19



Aider à faire face à la COVID-19
dans le secteur de la justice



Préserver les chaînes de valeur
alimentaires mondiales : essentiel
dans le contexte de la crise du
Covid-19



Un cadre de réponse socio-
économique immédiate pour appuyer
Madagascar dans la lutte contre les
impacts du covid-19



Les Nations Unies soutiennent la
campagne de dépistage du virus
covid-19 à Madagascar



Galérie photo



Chers lecteurs,

Le Système des Nations Unies (SNU) à Madagascar, face au Covid-19 vous a préparé cette édition spéciale pour vous faire connaître les actions menées par les agences du SNU afin de répondre à cette crise. Le SNU s'est préparé depuis le début de l'année avec son appui à l'élaboration du plan de contingence au niveau national afin de pouvoir faire face à la lutte contre le virus bien avant son entrée dans le pays. Le plan de contingence du SNU s'aligne à ce plan national tout en se focalisant sur la protection des membres du staff UN.

Nombreuses actions ont été menées par les agences du Système des Nations Unies avec les partenaires pour accompagner les efforts du Gouvernement Malgache dans cette lutte. On peut citer entre autres les réponses sanitaires, le maintien des services essentiels, l'appui à la protection sociale et l'appui aux secteurs industriel et emploi. Toutes ces actions ont été menées en respectant les droits humains et prenant en compte le genre.

Malgré ces efforts, la lutte continue et on ne peut pas encore crier victoire car il y a encore des malades qu'il faut soigner. Il faut également endiguer la propagation du virus et le respect des mesures ainsi que les gestes barrières constituent les meilleures manières de se protéger et protéger les autres. Des gestes simples mais une fois acquises valent plus.

Le Système des Nations Unies à Madagascar, ensemble avec les bureaux régionaux et le siège à Genève et New York accompagne les efforts du gouvernement dans cette lutte contre l'ennemi commun l'ennemi invisible. Cette situation qui constitue une grande première dans l'histoire de l'humanité car elle affecte le globe entier.

Nous félicitons les efforts fournis par l'Etat Malgache afin de maîtriser la propagation du virus dans le pays et toutes nos reconnaissances également envers tout le personnel de la santé pour leur sacrifice et leur dévouement. Nos gratitude également envers les forces de l'ordre qui travaillent nuit et jour pour la sécurité et la santé du peuple Malgache.

Pour tous les membres du staff des Nations Unies, nos encouragements également et nos souhaits à tous pour une bonne santé.

Dans la continuation de notre lutte face au Covid-19, nous vous souhaitons une bonne lecture Et en plus de cela portez- vous bien !

Pr Charlotte Faty Ndiaye

Coordonnateur Résident a.i.
Système des Nations Unies à Madagascar



HISTORIQUE



Le 30 janvier 2020, le Comité d'urgence du Règlement sanitaire international de l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que l'épidémie de coronavirus (COVID-19) était une « urgence de santé publique d'intérêt international » (PHEIC). La contamination se propage par contact de personne à personne et la menace potentielle pour la santé publique est élevée.

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré le COVID-19 pandémie.

le 21 mars, le Gouvernement Malgache a déclaré l'état d'urgence sanitaire.

Le 23 mars, le SNU décida d'activer son plan de continuité de service à travers le télétravail (le travail depuis le domicile) pour son staff en conséquence.

Le 04 avril, l'état d'urgence sanitaire était prolongé par le Gouvernement pour 15 jours supplémentaires. Celui-ci a à nouveau été prolongé pour 15 jours **le 17 avril 2020**, également **le 4 mai**.

Le 20 avril 2020, le Président de la République Malgache décidait d'un allègement progressif des mesures de confinement, afin de permettre à la population de revenir sur les lieux de travail et un retour par étapes à la normale des activités de la vie quotidienne, de 6h00 à 13h00.

Cependant, le couvre-feu est maintenu partout dans le pays de 21h00 à 4h00 et l'interdiction de circulation au départ des villes d'Antananarivo, Toamasina et Fianarantsoa est prolongée. Les regroupements de plus de 50 personnes, les fêtes familiales, les événements sportifs et les manifestations culturelles demeurent interdits.

L'état d'urgence sanitaire étant prolongé, toutes les mesures établies restent en vigueur.

Les services publics fonctionneront avec le procédé du service minimum. Quant au secteur privé, chaque entité s'organisera et prendra les mesures adéquates pour la reprise ou la poursuite de ses activités.

La reprise physique du travail dans les locaux des Nations Unies se fera de manière progressive et par groupes alternatifs. Un guide a été élaboré afin de mieux accompagner les membres du staff.



COVID-19
RIPOSTE

Pr Charlotte Faty Ndiaye, Coordonnateur résident a.i., SNU Madagascar



En tant que Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, comment le SNU Madagascar a-t-il pu se coordonner face au covid-19 ?

Face à la pandémie de la maladie à COVID-19 qui sévit actuellement, le Système des Nations Unies est plus que jamais soudé. Nous avons un ennemi commun contre lequel des actions coordonnées sont nécessaires, parce que nous devons contribuer à la protection de la population par tous les moyens, qu'il s'agisse de la santé, de l'économie, du social, ou de l'environnement.

C'est pour cette raison que nous continuons à appuyer le Gouvernement dans ses efforts, et ce, tous les jours. Pour assurer la coordination interne, nous tenons des réunions régulières pour assurer un appui coordonné et de qualité au pays, entre agences. Nous assurons de ne parler que d'une seule voix.

Quel est le rôle du SNU dans la coordination de l'aide ?

A l'instar des différents partenaires du Gouvernement, le SNU appuie le Gouvernement dans la coordination de l'aide, dans les limites de son mandat. Ainsi, nous soutenons les interventions du CCO qui a été mis en place pour la coordination de la lutte, à travers des appuis financiers, techniques, logistiques, entre autres.

Nous participons aux réunions régulières de coordination pour veiller à la pertinence de nos interventions, car tout ce que nous faisons se doit d'être aligné aux priorités nationales.

Nous sommes également présents sur le terrain, à travers nos staffs répartis à travers le pays, et qui, comme au niveau central, se doivent de soutenir les autorités à tous les niveaux vers l'atteinte des objectifs de la lutte contre le COVID-19.

Comment fonctionnent l'accompagnement au gouvernement avec les agences du SNU ?

Chacune des agences continue à mener ses interventions d'appui au pays dans le cadre de sa mission. Nous sommes UN dans la diversité, et c'est ce qui est l'atout du Système. Chaque agence continue à travailler étroitement avec le Ministère de tutelle et les autres partenaires et parties prenantes. Malgré les défis liés au confinement ou à la limitation des déplacements destinés à limiter la propagation du nouveau Coronavirus, chaque agence s'organise pour satisfaire aux attentes dans ces moments difficiles pour le pays.

Vous êtes, en même temps Représentant de l'OMS c'est-à-dire au premier front. Quel est principalement le rôle de l'OMS face à cette crise ?

L'OMS appuie le Gouvernement, et notamment le Ministère de la santé publique dans le cadre de cette crise mondiale. En effet, nous continuons à œuvrer pour « atteindre le niveau de santé le plus élevé possible », à travers la participation de nos staffs aux réunions techniques et aux activités sur le terrain. Nous collaborons avec le Ministère de la santé publique et les partenaires dans plusieurs domaines, comme la coordination, la surveillance, la prise en charge et la prévention et contrôle des infections, la logistique, la communication sur les risques et l'engagement communautaire, entre autres.



Comment protégez-vous les membres du staff qui sont exposés aux risques et dangers tous les jours ?

Les mesures préconisées pour la protection des membres du staff sont les mêmes que pour la protection de la population en général. Il est recommandé que chaque membre du staff respecte les mesures du confinement autant que possible, en faisant du télétravail. Mais quand cela est nécessaire, et que le staff doit se déplacer à des réunions ou sur le terrain, il doit porter un masque, respecter les mesures de distanciation physique, se laver régulièrement les mains à l'eau et au savon, respecter les règles d'hygiène respiratoire etc. Ceux qui doivent aller au niveau des centres de prise en charge sont équipés comme les autres agents de santé en charge.

Quel est le plus dur dans cette lutte selon vous ?

Nous faisons face aujourd'hui à une infodémie sans précédent. Jamais autant de rumeurs et de désinformations n'auraient circulé qu'au cours de cette pandémie, et cela a un impact non négligeable dans le cadre de cette lutte. Nous devons être solidaires face à l'ennemi qu'est le nouveau Coronavirus, et diriger nos efforts vers la maîtrise de cette pandémie.

Quels est votre message à l'endroit de la population malgache ?

Soyons unis et solidaires contre le COVID-19. Tel est mon message dans le cadre de la lutte que nous menons tous de front actuellement. L'OMS continuera, à l'instar du SNU et de tous les autres partenaires, à soutenir le Gouvernement malgasy dans ses efforts.



Arrivée des premiers médicaments : appui de l'OMS au Ministère de la Santé - Suivi des cas contacts

Appui à la coordination de la réponse à la covid-19

Dès l'annonce des premiers de d'infection de covid-19 à Madagascar et la déclaration de l'Etat d'Urgence sanitaire le 20 mars 2020, le Système des Nations Unies à Madagascar a été au chevet du gouvernement de Madagascar pour la réponse à la covid-19.

Depuis la phase de préparation à la pandémie covid-19 aux coordination des réponses nationales, multi-sectorielles, les agences du SNU ont soutenu les efforts nationaux. La mise en place du centre de commandement opérationnel Covid19 dirigé par le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation avant la fin du mois de mars et associant tous les secteurs pour assurer la coordination a contribué à la synergie des acteurs et des actions de riposte. Au niveau décentralisé, les collectivités et services techniques déconcentrés se sont également organisés pour mieux faire face à la propagation du virus.

Des matériels informatiques et de visioconférence, et une plateforme de connectivité ont été en particulier remis au Centre de Commandement Opérationnel covid-19 et à ses 5 hubs régionaux de Toamasina, Fianarantsoa, Toliara, Mahajanga, et Antsiranana, ainsi qu'aux institutions clés par le PNUD pour soutenir cette coordination de la riposte à la covid-19 en plus des appuis au service de nettoyage du CCO.

Un appui technique à la coordination est également apporté par l'OMS, le PNUD et l'UNOCHA.

Depuis sa mise en place, le CCO a pu réaliser nombreuses réunions multi-sectorielles avec les Ministères ; des réunions virtuelles avec tous les partenaires actifs dans la réponse ; l'élaboration des rapports de situation interne au CCO ainsi que des rapports conjoints avec les partenaires

Par ailleurs, la coordination de la réponse sanitaire sous le lead du Ministère de la Santé Publique ainsi que celle des autres secteurs d'appui à savoir la communication sur le risque et l'engagement communautaire, l'eau/hygiène/assainissement, l'éducation, la logistique et la technologie de l'information, la protection, la nutrition, et la sécurité alimentaire ont été soutenue par l'OMS, l'UNICEF, l'UNFPA.

Le SNU à travers l'UNOCHA a soutenu les efforts de mobilisation des ressources pour permettre à l'Equipe Humanitaire Pays (qui inclut les ONGs et le mouvement de la Croix Rouge) de contribuer à combler les besoins non-couverts.



La Communication au centre de la réponse

Le COVID-19, maladie nouvelle, contagieuse, complexe, crée des incompréhensions, peurs, stigmatisation discriminations, aggravées par des rumeurs. Prévenir et combattre cette épidémie, mais également s'assurer que la population, en particulier la plus vulnérable, continue de bénéficier des services les plus essentiels, requiert une communication participative, évolutive et complète avec le soutien de toutes les parties prenantes. Ce qui a prévalu la dynamisation de la Commission nationale Communication COVID-19 que l'UNICEF en tant que Co-lead de la communication facilite sous le leadership du Ministère de la Santé Publique,

et en collaboration avec le Ministère de la Communication, les autres ministères, les agences des Nations Unies et la Société civile. Grâce aux efforts communs de cette Commission Communication, plus de 27 types de spots audio et vidéo, 18 types d'affiches et d'autocollants pour le grand public, les transports en communs, les écoles et certains groupes spécifiques ont été conçus et disséminés au niveau national. En collaboration avec le Ministère de la Communication, 419 stations de télévision et de radio (publiques, privées) diffusent quotidiennement des émissions sur le COVID-19. Depuis avril, plus de 9 millions de personnes dans 46 districts ont reçu des messages COVID-19 sur la prévention, l'accès aux services et la gestion de la stigmatisation grâce à la communication avec les médias, la diffusion de posters et documents et des activités de sensibilisation.

L'équipe de la hotline verte 910 a géré plus de 315 000 appels sur le COVID-19 depuis Janvier. La veille informationnelle et la gestion des rumeurs permet de répondre aux angoisses et questions pratiques de la population. Le recrutement d'une agence spécialisée contribue au renforcement de la veille informationnelle, l'actualisation de la banque des messages et une meilleure orientation des interventions de communication en fonction de l'évolution de la situation

La contribution des adolescents et des jeunes dans cette riposte est effective à travers un plan conjoint jeunes du système des Nations Unies pour la réponse au COVID-19 qui a été élaboré.

Ces actions, pour toucher les communautés, bénéficient également du soutien de plus de 1900 agents communautaires dans les deux principales villes affectées (Antananarivo et Toamasina).

La réponse en communication inclut également le renforcement des systèmes communautaires en collaborant avec les membres des communautés et les Organisations de la société civile au niveau national pour mettre en œuvre la campagne de sensibilisation à l'hygiène et l'assainissement au niveau communautaire dans le contexte du COVID-19.

L'approche consiste à développer et utiliser les connaissances, les attitudes et pratiques endogènes aux communautés pour les engager dans les actions de communication au niveau local. Ainsi, l'identification des principaux influenceurs et canaux de communication avec une portée et une pertinence fortes a été effectuée : les leaders religieux s'engagent à sensibiliser la population à travers des émissions radios locales, 120 animateurs communautaires jeunes sont déployés pour former et appuyer les 3037 animateurs locaux issus des fokontany d'Antananarivo et de Toamasina, des véhicules sonorisés sillonnent les villes pour faire des sensibilisations de masse au niveau des places publiques dans 192 fokontany de Tana et 138 fokontany de Tamatave. En addition à cela, une communication plus spécialisée pour des groupes cibles spécifiques tels que les usagers des services de l'eau, les communautés des bidons villes est mise en œuvre.

En outre, un appui en communication est fourni en coordination avec le groupe de travail communication du Cash Working Group. L'appui consiste à l'élaboration d'un plan de communication pour le programme de protection sociale, TOSIKA FAMENO : son lancement, les activités de communication au niveau de la communauté ainsi que la coordination des activités de communication entre tous les partenaires concernés par la protection sociale.

Au niveau du plaidoyer, Lova Renée, 8 ans originaire de Toamasina, est devenue une icône de la lutte à travers sa vidéo «Coronavirus, Coronavirus, Coronavirus tena misy ». Avec sa notoriété, elle est devenue une alliée pour la sensibilisation des parents et des enfants avec l'accord de sa famille. Elle dispose d'une page facebook gérée par sa famille et déjà suivie par des milliers d'utilisateurs de facebook. Depuis le confinement, Lova Renée, avec l'appui de l'UNICEF, produit une vidéo d'une minute sur divers thèmes axes sur les droits de l'enfant. Son spot « Une minute avec Lova » est devenue un rendez-vous incontournable auprès des ménages car le post est aussi partagé et diffusé sur la chaîne nationale sur une base hebdomadaire.





Le Système des Nations Unies reste aux côtés du Gouvernement, et continuera à appuyer Madagascar dans la réponse à la pandémie du nouveau Coronavirus, COVID-19, qui est une lutte commune. Le SNU continuera à travailler jour et nuit afin de protéger la santé de la population comme il l'a toujours fait. En effet, depuis l'annonce de l'Etat d'Urgence sanitaire par SEM Andry Rajoelina, Président de la République de Madagascar, à la date du 21 Mars 2020, sous le leadership de l'OMS dans le domaine de la santé le Système des Nations Unies a renforcé son appui technique et financier à ce jour. L'appui à la coordination à tous les niveaux est ainsi réalisé dans le cadre de la lutte, à travers des réunions et des actions sur le terrain dans le cadre de la réponse à l'épidémie qui touche au jour d'aujourd'hui 12 régions et une trentaine de districts sanitaires.

Afin d'assurer un appui de qualité, le renforcement de capacités des membres du staff de l'OMS fait partie intégrante des actions, qui concernent différents domaines : surveillance, prise en charge et prévention et contrôle des infections, logistique, communication sur les risques et engagement communautaire. Ainsi, la Représentante de l'OMS encourage son équipe dans son travail, qui consiste à soutenir la partie nationale dans tous ses efforts de réponse à l'actuelle pandémie. L'unité et la solidarité constituent les mots d'ordre dans le cadre de cette lutte, qui a modifié le mode de vie d'une bonne partie de la population à travers le monde. L'OMS est particulièrement active dans les domaines de la surveillance et de la prise en charge de la maladie à COVID-19, qui font partie de son mandat, notamment en vertu de l'application du Règlement sanitaire international 2005 (RSI 2005). Au niveau central et au niveau des régions, les appuis dans ce sens sont soutenus. Les équipes sont déployées pour répondre aux besoins de la partie nationale, d'une part, et pour contribuer à protéger la santé de la population, d'autre part. Ses actions dans le domaine de l'approvisionnement en intrants et équipements pour faire face à la COVID-19 ont également été intensifiées. Elle est également impliquée dans les actions coordonnées de communication sur les risques et d'engagement communautaire, qui constitue aussi une partie importante de cette lutte, car nécessaire à l'adoption des comportements préconisés : distanciation physique, port du masque, hygiène respiratoire, entre autres.

Toutefois, bien que la lutte contre la pandémie de COVID-19 demeure la principale priorité, l'OMS poursuit ses actions d'appui dans d'autres domaines liés à la continuité des services essentiels de santé, ainsi qu'à la lutte contre les autres épidémies qui touchent actuellement le pays, telles que les épidémies de paludisme et de dengue. En effet, le maintien des acquis est fondamental dans pareille situation, pour que chacun puisse véritablement bénéficier du « complet bien-être physique, mental et social » comme le stipule la Constitution de l'organisation dans sa définition de la santé.



Vols de solidarité



La cargaison de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a été transporté par le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies. Les produits transportés comprennent: des masques et lunettes de protection, des gants, des blouses, des tabliers médicaux, des thermomètres et des ventilateurs.

La cargaison contient également une grande quantité de matériel médical donné par le Premier ministre Abiy Ahmed et l'initiative de la Fondation Jack Ma pour faire reculer la progression de COVID-19 en Afrique. L'Union africaine, par l'intermédiaire des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC), fournit un soutien technique et coordonne la distribution du matériel. "Les vols commerciaux sont suspendus et le fret médical est bloqué. Nous pouvons arrêter ce virus dans sa course, mais nous devons travailler ensemble. Le PAM s'est engagé à acheminer du matériel médical vital en première ligne et à protéger le personnel médical qui sauve des vies", a déclaré David Beasley, directeur exécutif du PAM. "Pour ce faire, nos ponts aériens doivent être entièrement maintenus, et nous sommes prêts à transporter du personnel médical et humanitaire ainsi que du fret médical", a-t-il ajouté.

"Le vol de solidarité fait partie d'un vaste effort visant à envoyer du matériel médical vital dans 95 pays", a déclaré le Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé. "Je tiens à remercier l'Union africaine, les gouvernements des Émirats arabes unis et de l'Éthiopie, la Fondation Jack Ma et tous nos partenaires pour leur solidarité avec les pays africains en ce moment critique de l'histoire".

La cargaison cruciale de l'OMS comprend un million de masques, ainsi que des équipements de protection individuelle, qui suffiront à protéger le personnel de santé tout en traitant plus de 30 000 patients à travers le continent, et des fournitures de laboratoire pour soutenir la surveillance et le dépistage. "L'Union africaine apprécie les efforts de nos partenaires - l'Organisation Mondiale de la Santé, le Programme Alimentaire Mondial, la Fondation Jack Ma et le Premier ministre Abiy Ahmed - qui soutiennent la stratégie continentale africaine pour la réponse au COVID-19.

Les fournitures médicales sont particulièrement nécessaires en cette période critique où les produits médicaux sont en pénurie dans le monde entier", a déclaré Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine. "L'Union africaine continuera à assurer la coordination nécessaire ainsi que les ressources pour que nos États membres soient en mesure de répondre aux besoins en matière de services de santé pendant cette pandémie", a-t-il ajouté.

"Nous avons vu à maintes reprises notre personnel de santé être victime de maladies infectieuses alors qu'ils travaillent dans les hôpitaux et qu'ils y décèdent parfois", a déclaré le Dr Matshidiso Moeti, directeur régional de l'OMS pour l'Afrique. "C'est inacceptable. Cet équipement de protection individuel contribuera à leur sécurité. L'OMS s'est engagée à protéger les personnes qui sont en première ligne des soins de santé".



La plateforme logistique de l'OMS à Dubaï, qui compte une équipe de sept personnes, a travaillé 24 heures sur 24 pour expédier plus de 130 envois d'EPI et de fournitures de laboratoire à 95 pays dans les six régions de l'OMS."

Grâce au soutien généreux du gouvernement des Émirats arabes unis, la plateforme logistique régionale de l'OMS à Dubaï a joué un rôle clé en veillant à ce que ces fournitures soient préparées et expédiées là où elles sont le plus nécessaires. Il s'agit, de loin, de la plus importante expédition de matériel depuis le début de la pandémie, et elle permettra aux personnes vivant dans des pays où les systèmes de santé sont parmi les plus faibles de pouvoir se faire dépister et soigner, tout en garantissant que les agents de santé en première ligne sont correctement protégés ", a déclaré le Dr Ahmed Al-Mandhari, directeur régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale.

Le PAM et l'OMS remercient le gouvernement éthiopien, qui a aidé le PAM à mettre en place la plateforme aérienne humanitaire d'Addis-Abeba cette semaine, afin de faciliter le transport d'équipements de protection, de fournitures médicales et de personnel humanitaire à travers l'Afrique pour l'intervention contre le COVID-19, ainsi que pour assurer les évacuations médicales des intervenants humanitaires. Une équipe de 25 employés du PAM chargés de l'aviation et de la logistique est basée à l'aéroport international de Bole à Addis-Abeba et gère l'opération 24 heures sur 24.

Dans le cadre de l'appel mondial lancé par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) le 25 mars dernier pour collecter 2 milliards de dollars en faveur de la réponse au COVID-19, le PAM demande 350 millions de dollars pour établir des centres humanitaires vitaux dans le monde entier afin de faciliter le stockage et l'expédition de fret médical essentiel, d'établir des liaisons aériennes pour le fret et le personnel, de louer des navires pour les services de transport maritime et de fournir des services de transport aérien de passagers et d'évacuation sanitaire pour le personnel humanitaire et de santé. Ce qui inclut les vols de solidarité via Addis-Abeba. Actuellement, le PAM n'a reçu que 24 % (84 millions de dollars) des 350 millions de dollars dont il a besoin pour fournir ces services communs essentiels à la communauté humanitaire mondiale.

Ils s'occupent de l'espace d'entreposage pour le fret sec, les cargaisons à température contrôlée et les cargaisons réfrigérées, ainsi que leur transport par voie aérienne. Le PAM assure également le suivi des cargaisons, la gestion des entrepôts et le service à la clientèle pour les pays d'Afrique, en collaboration avec Africa CDC. "Les fournitures médicales arrivent à point nommé, car le continent a encore une chance de lutter contre la pandémie de COVID-19. Des actions collectives et rapides, comme le « vol de solidarité », sont donc essentielles", a déclaré John Nkengasong, directeur d'Africa CDC.



ON SE PROTÈGE!



Tousser ou éternuer dans le coude!



Jeter les mouchoirs après usage!



Lavez-vous régulièrement les mains avec de l'eau et du savon ou du gel hydro alcoolique!



Respect de la distanciation de sécurité



Port du masque

Prenez soin de vous et protégez les autres!



Assurer zéro décès maternel évitable, même en période de pandémie de coronavirus



Une grossesse et un accouchement sans danger, surtout pendant cette pandémie de Coronavirus fait partie de nos premières préoccupations communes. Afin de répondre à cette préoccupation, des kits d'accouchement d'urgence d'une valeur de 311.613.527 Ariary ont été remis au Ministère de la Santé Publique par l'UNFPA.

Le message est clair, même pendant la réponse à la pandémie de coronavirus, les services essentiels pour assurer les grossesses et les accouchements sans risque se doivent d'être maintenus, voire renforcés.

C'est la raison pour laquelle, ces kits seront répartis dans les hôpitaux et maternités de référence des régions d'Analamanga et Atsinanana afin d'assurer qu'aucune femme ne meure en donnant la vie. Ces kits sont prévus pour assurer au moins 8277 accouchements dans les 3 prochains mois (Avril au Juin 2020) dont 1277 opérations césariennes et seront utilisés auprès de 23 maternités dont 4 centres hospitaliers de référence (CHU GOB Befelatanana , CHR2 Itaosy ,

Maternité du CHU Analankinina Atsinanana /Service maternité, CHR2 Vatomandry).

L'objectif selon le mandat de l'UNFPA est d'assurer la continuité de services essentiels en santé maternelle dans le contexte de COVID 19 pour avoir zéro décès maternel.

"Bien évidemment, pendant cette période sensible, les femmes enceintes sont encouragées à poursuivre leurs consultations pré-natales et à accoucher en milieu hospitalier. Il est donc de rigueur que les infrastructures soient sûres et strictement fonctionnelles" a déclaré Mme Miranda Tabifor, Représentant Adjoint de UNFPA tout en réaffirmant le soutien indéfectible de UNFPA aux efforts du Gouvernement dans la lutte contre le Coronavirus.

Représenté par le Secrétaire Général, le Ministère de la Santé Publique réitère également son engagement et sa détermination à lutter contre cette pandémie et à ne laisser personne de côté, surtout pas les femmes enceintes et accouchantes.



unicef pour chaque enfant

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



Tableau récapitulatif au 28 avril 2020 : Contribution du SNU à la réponse au Covid-19

AGENCES		Montant USD	TOTAL USD (En cours)
OMS	Appui technique logistique et opérationnel à travers son personnel et du matériel mis à disposition de la riposte sur le terrain ainsi que les consultants.	1 500 000	5 200 000
	Fonds de la Banque mondiale, mise à la disposition de l'OMS pour l'appui technique pendant la phase de préparation, axé sur le renforcement de la surveillance, le support aux activités de préparation et l'achat des intrants médicaux.	3 700 000	
UNICEF	Santé : Achat de PPE, de médicaments, de tests et renforcement de capacités en particulier au niveau provinces	681 468	4 567 452
	PSE : Soutien au plan de politique sociale du Gouvernement – cash transfer	500 000	
	CAD : Affiches de sensibilisation, soutien à la cellule anti-rumeur, formation des radios	834 947	
	WASH : Equipement en eau et chlore des centres de traitement et de quarantaine, renforcement de l'accès à l'eau et à l'hygiène de la population	708 000	
	OPS (PPE staff)		
	Education : Matériel d'apprentissage à distance, mise en place d'une radio pédagogique, préparation du retour à l'école	145 596	
		1 697 440	
PNUD	Appuyer l'établissement du Centre de Coordination installé au niveau du BMC à travers des dons d'équipements, matériels IT, connexion zoom et services de nettoyages	153 000	3 808 000
	Renforcer la capacité de 5 hubs régionaux pour appuyer le Gouvernement dans sa réponse aux Covid-19	55 000	
	Sur demande du MinSanté/UCP : commande d'équipements, matériels et intrants médicaux	2 600 000	
	Contribution au programme conjoint avec la BM/FID, le PAM et l'UNICEF, pour soutenir 150 000 personnes vulnérables les plus économiquement affectées par le confinement à Antananarivo et à Tamatave	1 000 000	
UNFPA	Livraison d'équipement médicaux et médicaments au Ministère de la Santé Publique	83 000	911 000
	Lancement d'une commande des équipements médicaux et de protection contre les infections	838 000	
PAM	Mise en œuvre de la stratégie de protection sociale ciblant 14,500 ménages.	800 000	2,070,000
	Appui au Ministère des Transports et de la Météorologie dans la gestion des informations liées aux passagers	20 000	
	Assistance alimentaire et nutritionnelle	1 250 000	

OIT	Mener une étude rapide des effets de la crise COVID-19 et élaborer un plan d'action d'urgence	5000	302 500
	Appuyer la formation des biologistes	20 000	
	Renforcer les capacités des assistants sociaux dans les régions les plus touchées par les effets de la crise sanitaire	20 000	
	Aider les jeunes, les femmes et les personnes handicapées à maintenir leur emploi (plan d'action d'urgence emploi)	30 000	
	Appuyer les entrepreneurs et les PME à maintenir leurs activités (plan d'action d'urgence emploi)	30 000	
	Appuyer l'adhésion des travailleurs informels à un système de sécurité sociale	30 000	
	Appui technique aux petits producteurs agricoles (sécurisation du revenu et	20 000	
	accompagnement dans la sécurité santé)		
	Soutenir la mise en application des normes de santé et sécurité ainsi que le respect des droits de travailleurs	22 000	
	Développer et mettre en œuvre des activités d'appui aux mandants nationaux	60 000	
Doter les personnes vivant avec le VIH/TB des moyens de protection contre le COVID-19	7 500		
Mettre en place les mesures de prévention et de lutte contre le COVID-19 dans les zones d'intervention du projet SAVABE	27 000		
Appuyer le GEM dans la mise en place et la gestion d'un basket fund pour les actions de lutte contre le COVID-19	5 000		
Campagne de sensibilisation contre la contamination dans le milieu de travail (Analamanangy, Antsiranana, Haute Matsiatra)	15 000		
Appuyer la CTM à participer au dialogue social dans le cadre de l'élaboration de plan de contingence contre le COVID-19	5 000		
Mise en œuvre de la stratégie de communication de l'OIT (témoignages – Madagascar, Comores, Maurice et Seychelles)	6 000		
ONUDI	Appui au MICA pour le lancement de la production locale de masques avec la zone franche industrielle.		
	Participation à l'étude du BIT sur l'impact de la crise sur l'emploi et le facteur manufacturier.		
AIEA	Rôle de facilitateur de partenariats notamment dans le secteur pharmaceutique avec la mise en œuvre de Pharmaceutical Manufacturing Plan for Africa (PMPA)		
	Fournir deux colis de kits de détection RT-PCR du coronavirus, qui permettra au Gouvernement malagasy d'effectuer 2000 tests de détection rapide supplémentaires.		
UNESCO	Appui à la continuité éducative au niveau national par l'utilisation de package multimédia face à la Covid-19	208 000	248 000
	Lutter contre la désinformation et la stigmatisation	40 000	
ALLOCATIONS DES COURS DE NEGOCIATION			
OMS UNICEF ONUDI	Appui aux achats des intrants et équipements médicaux et au paiement des indemnités des personnels de santé et des agents de surfaces Multi-Partner Trust Fund - MPTF		1 000 000
PBF	Appui à la gestion inclusive des Réponses au Covid-19 (AGIR_C19) en appuyant les		1 750 000
PBF	Soutient à l'Etat de droit, à la cohésion sociale et à la paix dans la réponse COVID-19 à Madagascar (STEM COVID-19) Mise en œuvre : OIM, PNUD, UNFPA, OHCHR		1 750 000
TOTAL			21 106 952

Traitement sans incinération des matériels de dépistage du COVID-19 sans risques de contamination

Depuis l'annonce de l'existence de cas du Covid-19 à Madagascar en mars dernier, ces deux hôpitaux stérilisent chaque jour les matériels de dépistage et de traitement du Coronavirus sans recourir à l'incinération, mais plutôt par autoclavage. Gants, blouses, lunettes de protections, masques et tout autre matériel utilisés à cette occasion sont traités dans les centres de traitement de déchets médicaux du CHU JRA et CHU JRB. Afin d'éviter tout risque de contamination et de renforcer la protection du personnel concerné dans ces hôpitaux, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) les a doté en équipements de protection individuelle, de poubelles à pédales et de broyeurs de déchets.

Cette initiative a été réalisée à travers le projet de réduction des émissions non intentionnelles de polluants organiques persistants et du mercure dans le secteur de la santé à Madagascar ou projet UPOPS mis en œuvre avec le Ministère de la Santé Publique et le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.

Chaque jour, l'autoclave du CHU JRA, opérationnel depuis août 2018, traite jusqu'à 210 kilogrammes de déchets infectieux du COVID-19, soit 35% de la totalité des déchets traités. Si en temps normal, le centre de traitement de déchets fonctionnait tous les trois jours, il est désormais actif chaque jour et arrive à réaliser quatre cycles d'autoclavage. L'autoclave du CHU JRA est le plus grand équipement de traitement de déchets sans incinération à Madagascar, capable de traiter jusqu'à 1300 Litres de déchets par cycle.

« Nous avons renforcé l'équipe en recrutant de nouveaux agents. Depuis la collecte ou la réception des déchets jusqu'à leur sortie après traitement, nous assurons que toutes les étapes soient respectées selon les normes de d'hygiène et environnementales. Nous recevons les déchets provenant des prélèvements, réalisés à domicile et dans les hôtels, que l'équipe opérationnelle du « Stop COVID-19 » effectue sur les personnes arrivant de l'étranger depuis début mars » informe Fanja Rasendranomenerilala, point focal du projet au CHU JRA.

Comme le CHU JRB réalise des tests de dépistage du COVID-19, l'établissement œuvre également dans la désinfection des déchets ménagers, en outre de ceux infectieux. Le centre de traitement situé à Befelatanana reçoit les déchets depuis six secteurs de services et le service pédiatrique, tous au sein de l'établissement.

L'équipe a recruté trois nouveaux agents pour désinfecter puis laver les déchets ménagers tels que les parures de lits et les couverts. « Nous sensibilisons les patients et leurs familles à utiliser des couverts ou mouchoirs à usage unique pour faciliter le processus de désinfection. Quant aux personnels de santé, nous les sensibilisons à jeter les déchets dans les poubelles appropriées. La poubelle jaune, par exemple, est consacrée aux déchets infectieux du Covid-19. Alors, il ne devrait pas y contenir d'autres matériaux » affirme Noeline Ravololoniaina, point focal du projet au CHUJRB. La désinfection des déchets du covid-19 se fait de manière sécurisée, « Nous n'avons pas peur d'être contaminés grâce aux équipements que nous portons individuellement, c'est-à-dire les gants, les lunettes, les masques, les bottes et bien sûr la combinaison ultra-protectrice » termine Noeline, rassurée.

A Toamasina qui est également une des zones affectées par la pandémie, le PNUD appuie le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable dans la gestion des déchets. Une dotation en matériels été effectuée bénéficiant aux hôpitaux de Morafeno et Analakinina dont un autoclave de 260 litres, un broyeur, et des équipements de protection individuelle.



Regard sur l'Appui économique et durable pour les ménages vulnérable dans les milieux urbains

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a été opérationnel dès le début du confinement annoncé par le Président de la République le 22 mars 2020. L'appui se fait à travers des opérations logistiques pour le transport, l'inventaire et l'envoi des équipements médicaux vers différentes régions de Madagascar, en collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé et en appui au Ministère de la Santé Publique. Le PAM a également aide à mettre en place une plateforme numérique facilitant la coordination et la gestion d'informations au sein du Centre de Commandement Opérationnel Covid19 à Antananarivo.

En matière d'assistance aux ménages vulnérables directement affectés économiquement par les mesures de confinement, le PAM contribue au programme de protection sociale Tosika Fameno. Ce programme conjoint est mis en œuvre dans les villes d'Antananarivo, Toamasina et Fianarantsoa. Le programme, sous la direction du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme et du Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes, permet aux ménages vivant dans l'économie informelle ou vivant au jour le jour, de bénéficier d'un appui économique pendant la période de confinement. Ces ménages reçoivent un transfert monétaire de 100 000 Ariary en avril et un deuxième en mai. Le programme utilise une modalité de paiement numérique et contribue ainsi à éviter la propagation du covid19 car limite les contacts humains et les risques de contamination.



En avril et mai, le PAM a assisté environ 30,300 ménages, représentant 152 000 personnes, à Antananarivo Renivohitra, en collaboration avec la Commune Urbaine d'Antananarivo.

Razanabelo Edwige, 64 ans, habite le quartier défavorisé d'Antohomadinika. Elle a une fille de 40 ans. Elle gagne sa vie faisant du démarchage dans l'immobilier. Mais les clients, appréhendant d'attraper la maladie, sont eux-mêmes restés confinés et ont arrêté de la contacter. Edwige s'est retrouvée sans ressources. Elle pratique la vannerie mais n'a pas les moyens d'acheter du matériel.

"Actuellement, je survis en vendant des légumes" confie-t-elle. Devant la banque, sa fille fait la queue pour elle. Recevoir les 100 000 Ariary d'aide est un véritable soulagement. "Avec cette aide, ma priorité sera de payer les dettes et le loyer" poursuit-elle. Une partie de la somme servira évidemment à acheter de la nourriture et des produits de première nécessité.

Fenosoa Aina Lucie a également bénéficié de l'assistance. Elle habite le quartier d'Antohomadinika avec son mari et leurs trois enfants. Fenosoa travaille de manière temporaire comme femme de ménage et son mari est agent de sécurité chez des particuliers. "Cette aide me servira à acheter de la nourriture et des produits de première nécessité mais aussi pour payer les dettes que j'ai dû contracter pour nourrir ma famille" confie Fenosoa.



**COVID-19
RIPOSTE**



**NOUS
SOMMES TOUS
CONCERNÉS**

Restez en sécurité, restez bien, restez connectés.

« CE VIRUS CONSTITUE
POUR NOUS UNE MENACE
SANS PRÉCÉDENT. MAIS
C'EST AUSSI UNE OCCASION
SANS PRÉCÉDENT DE NOUS
RASSEMBLER. »

— Tedros Adhanom Ghebreyesus
Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé





**COVID-19
RIPOSTE**



**LE MONDE
A BESOIN DE
SOLIDARITÉ.
VOTRE
CONTRIBUTION
COMPTE.**



2020 ET AU-DELÀ

**« NOUS SOMMES TOUS
CONCERNÉS – ET C'EST
ENSEMBLE QUE NOUS
SURMONTERONS
CELA »**

— Antonio Guterres
Secrétaire général des Nations Unies



2020 ET AU-DELÀ



**IZAHO,
IANAOKA,
ISIKA rehetra**

HIARO ny **ZO** n'ny **OLONA**
tratan'ny **CORONAVIRUS**



L'EAU ET L'HYGIENE: des axes fondamentaux pour prévenir le virus

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



Le lavage des mains, l'assurance d'une hygiène de base sont des stratégies clés pour éviter la propagation du virus, malheureusement fragilisées par la situation critique des populations les plus pauvres, notamment en milieu urbain, à avoir accès à l'eau, au savon et désinfectants.

L'UNICEF codirige avec le ministère en charge de l'eau, la réponse et la coordination du cluster WASH avec 55 membres, y compris des ONG nationales et internationales ainsi que le secteur privé pour répondre aux besoins immédiats de plus de 4 millions de personnes ciblées pour une réponse. Un plan de réponse spécifique du Cluster WASH autour de 10 résultats clés dont la coordination, PCI, Distribution de Voucher eau/savon a été estimé à plus de 24 millions de USD pour 3 mois ciblant les 9 régions les plus à risque.

48 hôpitaux, centres de santé et aéroports ont été évalués et plus de 176 personnels cliniques et non cliniques ont été formés à la prévention et contrôle des infections, notamment grâce à Action contre la Faim (ACF) et MEDAIR. Le Cluster WASH a développé le module de formation PCI qui est maintenant passé à l'échelle avec le Ministère de la Santé Publique pour la formation des hygiénistes dans les régions les plus affectées.

L'UNICEF élabore une également réponse WASH urbaine spécifique pour renforcer et coordonner les deux villes les plus touchées, Toamasina et Antananarivo, afin de soutenir les activités de désinfection, l'IPC dans les transports publics et les marchés et à terme la distribution de coupons de kits ciblant 50 000 ménages vulnérables déjà assistés par le biais du plan de réponse d'urgence sociale. Des activités de promotion de l'hygiène atteignant directement près de 200 000 personnes ont été entreprises dans des zones critiques et 17000 personnes ont renforcé leur accès à l'eau potable grâce à l'appui de l'UNICEF à la Jirama avec 10 citernes supplémentaires de 10m3.

Un électrochlorateur installé en mars au centre de santé de Manarapenitra à Antananarivo, a produit 256 litres à une concentration de chlore de 5%. Au total, 11 électrolyseurs fonctionnent pour produire du chlore à Antananarivo, Androy et Atsimo Andrefana et, depuis le début de la crise, ont produit 1 232 l de chlore, soit une augmentation de 16 à 60 l / semaine par institution.

« La prévention et réponse à la crise actuelle met en lumière les problèmes structurels dans l'accès à l'eau et l'hygiène parmi les populations les plus pauvres, met également au niveau des institutions, dont les centres de traitement, écoles et lieux de quarantaine » mentionne Brigitte Pedro de l'UNICEF qui ajoute que « la coordination en cours permettra de poursuivre le plaidoyer, l'identification des besoins, la mobilisation des ressources et les actions concrètes pour améliorer en urgence et à moyen terme la situation, qui à ce jour est un facteur aggravant pour la propagation du virus, des maladies liées à l'eau et de la malnutrition ».



Le «TOSIKA FAMENO», un transfert monétaire en milieu urbain qui appuie les plus vulnérables à mieux se relever

Quelques semaines après le début du confinement, les différentes réponses d'urgences sociales ont commencé à être mises en œuvre grâce à la collaboration entre le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers. En partenariat avec, La section Politique Sociale de l'UNICEF (co-lead du groupe Transfert Monétaire/CWG) appuie le Ministère de la Population, Protection Sociale et Promotion de la Femme dans le design, mise en œuvre, financement et suivi du TOSIKA FAMENO, un programme d'urgence de transferts monétaires non conditionnel. Cette aide d'urgence financée par, la Banque Mondiale, le PAM, le PNUD, l'UNICEF et l'Union Européenne via ACF, CARE International, Humanity & Inclusion, SOS Villages d'Enfants, Docteurs Sans Frontières et la Croix Rouge Malgache a pour objectif de venir en aide aux populations les plus vulnérables, les plus touchées par les effets du confinement.

Pour les trois villes ayant été en confinement total dont Antananarivo, Toamasina et Fianarantsoa, le programme compte maintenant 240000 bénéficiaires. A travers le programme TOSIKA FAMENO, qui signifie coup de pouce complémentaire pour appuyer les pertes de revenu des ménages les plus vulnérables, via un transfert monétaire de 100 000 Ariary (26 US\$) par ménage, Le processus d'identification des ménages les plus vulnérables par le FID avec l'assistance du PAM ont commencé dès la première semaine du confinement, et les paiements ont déjà eu lieu via le Paositra Money.

Razafindrahaja Beby, dans la quarantaine est parmi les bénéficiaires de ce programme du programme de transfert monétaire d'urgence TOSIKA FAMENO. Cette lavandière, mère de quatre enfants, habitant dans le 4eme arrondissement de la capitale s'est retrouvée du jour au lendemain sans source de revenus fixe. Elle a dû trouver une solution de reconversion en vendant à l'étalage de la nourriture cuite.

Pour des milliers de gens comme Haja, qui cherchent leurs repas au jour le jour, les impacts socio-économiques sont plus dévastateurs que la maladie elle-même malgré les mesures de déconfinement partiel annoncées. « Comparée à notre activité quotidienne avec son mari, pour lesquelles ensemble on gagne dans les 15 000 Ariary par jour, cette nouvelle activité nous fournit un bénéfice journalier de seulement 6 000 Ariary », explique Haja qui annonce que cette aide monétaire tombe au moment opportun pour sa famille. « Nous sommes vraiment reconnaissants de recevoir cet appui de 100 000 Ariary (26 US\$) car nos 3 enfants, étant tous en classe d'examen, ont repris l'école. Pour bien étudier, ils doivent bien manger. »

« Les 100 000 Ariary qu'on a reçu nous ont beaucoup aidé pour régler nos dépenses prioritaires, pour les charges quotidiennes, on fait avec les moyens du bord » explique Haja qui va prioriser les provisions pour sa famille.



Le tosika fameno offre une bouffée d'oxygène aux familles vulnérables

World Health Organization

Réduire le risque d'infection par le coronavirus

- 

1 Se laver fréquemment les mains avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon
- 

2 Se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude ou avec un mouchoir en cas de toux ou d'éternuement – jeter le mouchoir immédiatement après et se laver les mains
- 

3 Éviter les contacts proches avec les personnes qui ont de la fièvre et qui toussent

Education : Plus de 600 000 collégiens pourront apprendre par eux-mêmes avec les nouveaux livrets d'auto-apprentissage

A Madagascar, 7 millions d'élèves (préscolaire jusqu'en classes de terminale) ont été impactés par la fermeture des écoles pendant plusieurs semaines. Ces élèves comprennent 900 000 élèves préscolaire, 4 650 000 élèves primaire, 1 100 000 élèves collège, 362 748 lycéens de l'enseignement général et 70 000 lycéens de l'enseignement technique et professionnel.

En tout, 248 000 enseignants ont aussi vécu une année scolaire interrompue. Afin de limiter les perturbations et permettre aux enfants de continuer à apprendre en toute sécurité, le Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique et Professionnel avec l'appui de l'UNICEF a produit des livrets individuels pour les enfants du collège se rapportant aux trois matières fondamentales (Malagasy, Mathématiques et Français). Conçus pour un auto-apprentissage, ces livrets comprenant des résumés de cours, des exercices et des dispositifs d'évaluation des acquis des élèves à travers un quiz autocorrectif, aideront les élèves des classes de 6ème, 5ème, 4ème et 3ème à apprendre par eux-mêmes depuis chez eux ou à compléter l'enseignement en classe pour les élèves de 3ème qui sont de retour à l'école. Ces livrets ont donc imprimés pour les 636.000 élèves des collèges publics de Madagascar.

La production de ces livrets et leur distribution ont été réalisées grâce au financement de l'UNICEF. Ils sont en cours d'acheminement au niveau des circonscriptions scolaires, qui se chargeront de la distribution au niveau des écoles avec la collaboration des communautés éducatives, notamment avec l'aide des chefs d'établissements et des radios locales, des enseignants et élèves déjà en classe (3ème) pour faciliter la communication avec ceux en confinement chez eux.

Rakotoarivony Jimmy, 16 ans, élève dans le collège d'Ambanitsena confie que ce livret tombe à point nommé. « Je suis faible en français et je redoute vraiment cette matière à passer pour le brevet d'étude du premier cycle », confie-t-il. Jimmy a reçu un livret en Mathématiques, en français et un en Malagasy. Cette nouvelle acquisition va vraiment l'aider à s'exercer et continuer son apprentissage.

L'appui apporté par l'UNICEF vise à renforcer l'utilisation de multiples canaux pour la livraison de l'apprentissage à distance pour soutenir l'apprentissage des enfants les plus vulnérables qui n'ont pas accès aux ressources numériques ou médiatiques. UNICEF appuie aussi le renforcement du soutien aux enseignants, aux parents et aux soignants qui facilitent l'enseignement à distance et aide les écoles à protéger les enfants et leur communauté en leur fournissant les matériels d'assainissement des écoles et des informations vitales sur le lavage des mains et autres règles d'hygiène.



Les élèves dans le CEG d'Ambanitsena utilisant le livret scolaire

4 ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ

Veiller à ce que tous aient accès à l'éducation et promouvoir des possibilités d'apprentissage de qualité dans des conditions équitables tout au long de la vie



L'Éducation, la Communication et la Culture dans la réponse au COVID-19



Les directeurs centraux et les enseignants préparent l'utilisation de package multimédia pour assurer la continuité de l'apprentissage et le programme scolaire

L'UNESCO s'est pleinement engagée à soutenir le gouvernement, à travers ses mandats, après l'appel de solidarité nationale et mondiale lancé par le Président de la République de Madagascar pour faire face à la pandémie de Coronavirus (COVID-19). En effet le COVID-19 a contraint des millions d'enfants à abandonner les bancs de l'école en pleine année scolaire. Il a mis à mal la diffusion d'une information de qualité et fiable à cause de la propagation des rumeurs. Le tissu humain et la solidarité a été également ébranlé par la distanciation sociale et le confinement à la maison.

Continuité de l'apprentissage

Suivant la stratégie de réponse nationale pour assurer la continuité éducative à court et à moyen termes l'UNESCO aux côtés et en synergie avec les autres partenaires apporte son appui au Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et Professionnel (MENETP) afin d'assurer la continuité de l'apprentissage au niveau national par l'utilisation de la formation à distance utilisant la radio/télévision. Cet appui s'inscrit dans le cadre du Programme CapED COVID-19 et Bear II.

Il s'agit de l'élaboration d'outils pédagogiques pour les enseignants et les élèves et des émissions radiophoniques éducatives arrimés au programme scolaire. La radio et télévision seront privilégiées pour le moment pour atteindre le maximum d'élèves compte tenu de la densité des infrastructures numériques à Madagascar.

Toutes les classes seront concernées mais la priorité sera axée vers les classes d'examen de l'enseignement général et l'enseignement technique. Ces outils seront aussi utilisables pour faire face aux autres aléas qui entraînent les fermetures d'écoles dans le pays dans l'avenir. Pour faciliter la réalisation, le Ministère est doté d'un studio d'enregistrement. Un dispositif de suivi à travers des parents /élèves témoins sera assuré pour tenir compte des remarques afin d'améliorer les émissions. Un partenariat avec la Fondation Axian a été établi pour faciliter les communications entre les concepteurs du Ministère.



Il est recommandé de se laver les mains à l'eau et au savon ou en utilisant du gel hydroalcoolique aussi souvent que possible



L'accès aux bâtiments et ailes des Nations Unies ne sera permis qu'aux personnes s'étant désinfecté les mains



Lutter contre la désinformation

L'UNESCO s'engage à lutter contre la désinformation grâce au renforcement de capacité des journalistes

La désinformation et l'information malveillante se sont multipliées après l'annonce des cas de COVID-19 à Madagascar. Afin d'atténuer la tension sociale déjà latente mais qui est amplifiée par la désinformation, l'UNESCO va mener des renforcements de capacité des journalistes. D'une part, pour couvrir des événements autour de la pandémie pour promouvoir l'accès à l'information à tous les citoyens, et d'autre part pour promouvoir une communication bienveillante afin de lutter contre la stigmatisation. Dans ce cadre, une promotion du dialogue interculturel a été également prévue pour une meilleure compréhension mutuelle entre les citoyens et l'Etat central afin de promouvoir la paix sociale.

Les actions à entreprendre se résume ainsi :

- Appui à la sécurité des journalistes à travers la dotation de kits de protection contre le COVID-19
- Renforcement de capacité des journalistes sur les thématiques liées au COVID-19, la couverture médiatique en situation d'urgence, l'éthique et la déontologie à respecter en situation d'urgence etc...
- Renforcement de capacité des bloggeurs et influenceurs pour promouvoir la paix sociale et la compréhension mutuelle.
- Production des émissions radio et télé ainsi que des articles de paix

Publication des articles de fonds sur le magazine Trandraka dont les thématiques sont liées au COVID-19 : gestion de subvention allouée par l'Etat, gestion de l'état d'urgence par les forces de l'ordre...

Freiner la pandémie autour du Tsingy de Bemaraha, Patrimoine Mondial

Le Parc national de Tsingy de Bemaraha, Patrimoine mondial, est une zone enclavée et attire en moyenne 21 000 touristes par année notamment internationaux. L'UNESCO intervient depuis 2018 à travers son programme CapED à la formation des femmes et des jeunes pour leur assurer une autonomie financière et bénéficier des retombées de ce tourisme.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus et en cohérence avec les directives nationales, le comité de vigilance COVID-19, mis en place par les Autorités communales de Bekopaka, a établi une stratégie comprenant plusieurs axes d'intervention. L'UNESCO s'est positionnée sur la communication et la sensibilisation de la population sur les précautions à prendre. C'est ainsi par exemple que des mégaphones ont été octroyés à tous les Fokotany de la commune, des moyens de déplacement sont mis à la disposition des agents pour assurer cette sensibilisation et le package des lavages des mains octroyées. Dans cette dynamique, l'UNESCO a mobilisé d'autres partenaires public et privé comme la Fondation AXIAN qui a apporté un appui financier pour équiper la salle d'isolement, des outils de communication (corona-boky) ont été aussi octroyés. Quant à la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (DRAEP) de Maintirano, elle va offrir des semences de riz et de maïs pour prévoir déjà la disette au niveau de la communauté.

L'UNESCO étudie actuellement avec ses partenaires la possibilité d'apporter un appui pour combler les revenus des ménages fortement impactés par une saison touristique qui s'annonce difficile cette année.





Le coronavirus se propage maintenant rapidement dans le monde entier. Des preuves anecdotiques font état de pertes pour le secteur manufacturier au-delà de la Chine et de nombreux pays développés. Les chaînes de valeur mondiales ont déjà été mises sous pression depuis le déclenchement de l'épidémie de COVID-19 et plus encore depuis que le virus s'est transformé en pandémie mondiale.

Les trois grands canaux de l'économie mondiale sont perturbés, notamment la demande, l'offre et la finance. Ceci va entraîner une augmentation substantielle du chômage, et des chocs sur la production et le commerce des suites des perturbations dans les chaînes de valeur et de la chaîne d'approvisionnement.

Madagascar n'est pas épargné par ces phénomènes. La production est affectée, d'une part, en raison de la réduction de l'offre de main-d'œuvre résultant de l'application de l'état d'urgence sanitaire et des mesures qui s'y rattachent, ce qui réduit le nombre de personnes disponibles pour travailler, et d'autre part, parce que les chaînes de valeur sont perturbées. Comme tous les pays qui dépendent d'équipements et de composants provenant de régions touchées par le virus, la Grande Île peut connaître des perturbations dans le processus de production. Si elles ne sont pas prises en compte, ces perturbations entraîneront à leur tour des fermetures d'usines à grande échelle en raison du manque d'intrants intermédiaires, même dans les régions moins touchées par le virus.

Mitigation et évaluation des impacts

Alors que l'urgence mondiale COVID-19 continue de se dérouler, un problème urgent est la pénurie de fournitures essentielles telles que les équipements de protection individuelle pour le secteur des soins de santé et la population en général. Les entreprises de tous les secteurs manufacturiers sont souvent appelées à réorienter temporairement leurs activités afin d'augmenter la capacité de production mondiale.

Ainsi, soutenir la production locale de masques en coopération avec le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), les entreprises textiles locales, est l'une des initiatives sur lesquelles travaille l'ONUDI Madagascar en réponse immédiate au COVID-19. Cette initiative répond aux besoins immédiats du Gouvernement de Madagascar de disposer de quantité suffisante d'équipements de protection individuelle pour l'application des gestes barrières et le renforcement des mesures de prévention, et aussi de maintenir et sauvegarder les emplois dans l'industrie textile fortement impactée par la contraction de la demande internationale. L'ONUDI s'est également associée à l'OIT pour mener une évaluation rapide des impacts du COVID-19 dans le secteur du travail, en particulier dans le secteur privé et manufacturier. Les résultats de cette étude visent à mieux cibler et réorienter les interventions de l'ONUDI en faveur de l'industrialisation, de l'emploi, des femmes et des jeunes.

Préparation de l'après-COVID

Le Gouvernement prépare avec les partenaires de développement un plan de mitigation des impacts du COVID-19 sur le secteur privé, avec une approche en 3 phases, la réponse immédiate, le court et moyen terme et la phase de relèvement. Pour cette dernière phase, l'ONUDI soutiendrait le développement du secteur pharmaceutique local en partenariat avec l'OMS et le FNUAP. Cette proposition viserait à promouvoir la production pharmaceutique locale, conformément à la priorité du Gouvernement de produire en interne les principaux besoins des populations. Cela permettrait également de valoriser les ressources naturelles du pays ainsi que sa biodiversité unique. Enfin, l'Organisation appuierait le relèvement rapide en soutenant le développement durable des chaînes de valeur agricoles, la mise à niveau des industries existantes et l'adoption de technologies et de pratiques qui permettraient aux entreprises de faire face aux changements induits par la pandémie et ceux relatifs aux climats.

Actions visant l'instauration de la sécurité des travailleurs et la viabilité des entreprises et des emplois

Le Covid-19 qui a fait son apparition en fin 2019 est actuellement devenu une pandémie. Le monde du travail en est profondément touché. Ses effets négatifs se font ressentir lourdement sur le plan socio-économique au niveau mondial et au niveau de plusieurs pays qui sont frappés de plein fouet. Au niveau de l'OIT, une estimation globale de la situation a permis de déterminer que plus de la moitié des travailleurs vont perdre leur moyen de subsistance et des dizaines millions de travailleurs vont se voir leurs heures de travail réduites. (<https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/lang-fr/index.htm>)

Madagascar n'échappe pas à ce contexte et subit également les effets de cette pandémie.

Cette crise alourdit la situation du pays qui figure déjà parmi les pays les plus pauvres du monde.

La pauvreté est surtout rurale et la croissance du pays est tributaire du secteur tertiaire. Aussi, la structure de l'emploi à Madagascar est marquée par l'importance des emplois agricoles et informels qui contribuent peu au PIB du pays et rendant la croissance non inclusive à Madagascar. En 2012, 9 emplois sur 10 se trouvent dans le secteur informel dont 75% dans les entreprises informelles agricoles. Ces entreprises informelles sont constituées des individus qui travaillent à leur propre compte et exercent des emplois précaires. Le milieu rural demeure et reste le milieu le plus touché par le marché informel car 80% de la population vivent de l'agriculture. L'informalité concerne également les grandes villes avec la prolifération des activités informelles dans les secteurs du commerce, du transport, de l'artisanat et du tourisme.

Dans ce contexte, plusieurs actions sont entreprises afin de garantir la sécurité des travailleurs ainsi que la viabilité des entreprises et des emplois ...

Vu que le secteur informel est le plus touché, l'OIT s'associe avec le GEM pour la mise en place d'un « Basket Fund » afin de soutenir les travailleurs des entreprises de ce secteur et qui sont durement touchées par la crise sanitaire. En collaboration avec le GEM donc, les fonds seront gérés pour appuyer les petites et moyennes entreprises notamment du secteur informel en situation de vulnérabilité face aux impacts de cette crise. Parmi ces actions aussi figure une évaluation rapide de la situation qui est en cours avec la collaboration de l'ONUDI pour évaluer les effets de la pandémie COVID-19 sur le monde du

travail dans le pays avec un accent particulier sur les secteurs économiques touchés, les emplois perdus ou menacés, les populations vulnérables comme les femmes, les jeunes, les handicapés et les travailleurs dans l'économie informelle. Cette étude permettra d'élaborer un plan d'actions socio-économique d'urgence pour mitiger les effets négatifs enregistrés et éventuellement relancer le secteur de l'emploi qui restera la source de la croissance inclusive pour Madagascar.

Par ailleurs, un appui particulier est donné au Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Fonction Publique et des Lois Sociales pour sa campagne de contrôle et de suivi dans les entreprises pour une bonne application des normes de santé et sécurité ainsi que le respect des droits des travailleurs dans les entreprises formelles au niveau des six (6) régions de Madagascar.

Enfin, en collaboration avec l'OMS, la capacité de 28 techniciens biologistes en laboratoire est renforcée en utilisant le réseau national de laboratoire GeneXpert pour doter le Ministère de la Santé d'une masse critique de compétences contribuant au dépistage rapide du COVID-19. Cette activité vise le développement des compétences à travers la formation professionnelle pour la promotion de l'emploi dans le pays et concerne quatre localités dont Fianarantsoa, Antananarivo, Toamasina et Antsohihy.

L'OIT oeuvre également pour le renforcement de la paix à travers le dialogue social. L'OIT a plaidé auprès des organisations des travailleurs, des organisations des employeurs et du Gouvernement qui organisent la première réunion du Conseil National du Travail depuis la crise afin de négocier de nouvelles règles de travail pour mieux répondre aux besoins des travailleurs durement affectés.

D'autres initiatives sont en cours afin d'appuyer le pays dans le contexte actuel de l'épidémie et seront annoncées très prochainement.

L'OIT et ses mandants tripartites - gouvernement, organisations d'employeurs et de travailleurs - jouent un rôle primordial dans la lutte contre cette pandémie et oeuvrent ensemble pour garantir la sécurité des personnes ainsi que la viabilité des entreprises et des emplois.



Placer les droits de l'homme au cœur de la riposte à la pandémie du COVID-19

Conformément à son engagement à soutenir Madagascar dans la promotion et la protection des droits de l'homme dans tous les secteurs et dans toutes les circonstances, le Système des Nations Unies fait le plaidoyer en faveur d'une meilleure prise en compte des droits de l'homme dans tous les aspects de la réponse afin d'éviter tout risque de violation des droits de l'homme, en particulier contre les groupes vulnérables (femmes, enfants, personnes âgées, personnes vivant avec un handicap, les personnes vivant avec le VIH, les personnes en détention, etc.) et les personnes vivant dans des zones reculées, dans le contexte de la pandémie. La prise en compte des considérations liées aux droits de l'homme sont au cœur des interactions du SNU avec les autorités nationales à différents niveaux (gouvernement central et régional).

En plus des actions de plaidoyer, le bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) assure également le suivi de la situation droits de l'homme dans les quatre coins de l'île. Un mécanisme tripartite de surveillance de la situation des droits de l'homme a été ainsi mis place, associant la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH), la Société Civile principalement les ONG de défense des droits de l'homme, l' Ordre des Journalistes de Madagascar, le Barreau et le HCDH, pour identifier et signaler les violations des droits de l'homme.



Le Groupe de Communication des Nations Unies (UNCG) collabore étroitement avec les services de communication des différents ministères et organismes concernés par la lutte contre le COVID-19 pour informer et sensibiliser toutes les entités directement impliquées dans les actions d'intervention, ainsi que la population en général, sur la prise en compte des besoins des groupes vulnérables, pour éviter toute forme d'exclusion et de discrimination. Des messages et autres spots de sensibilisation en malgache et en français sont ainsi diffusés sur les chaînes de radio et de télévision sur les médias sociaux. Le 24 février dernier, le Secrétaire-général de l'ONU, António Guterres, a lancé un Appel historique à l'Action en faveur des droits de l'homme, qui « place les droits humains au cœur de l'action collective pour surmonter les crises multiples avec lesquelles l'humanité est aux prises. ». Le 23 avril, lors de la publication d'un nouveau rapport soulignant la place centrale des droits de l'homme dans la réponse à la COVID-19 et le relèvement, le SG de l'ONU a déclaré : « Nous sommes tous dans le même bateau (...) En respectant les droits de l'homme en cette période de crise, nous élaborerons des solutions plus efficaces et inclusives pour l'urgence actuelle et la reprise de demain. » Ce mécanisme opérationnel permet de produire des rapports journaliers et hebdomadaires sur la situation des droits de l'homme en lien avec le Covid-19 ainsi qu'une newsletter mensuel trilingue (malgache, anglais et français) dénommée COVID-19 RIGHTS WATCH.



Aider à faire face à la COVID-19 dans le secteur de la justice

Avec l'annonce de l'Etat d'Urgence Sanitaire à Madagascar depuis le 21 mars 2020, la justice fait partie des secteurs requis pour assurer la continuité de l'Etat et mieux répondre à la crise de la pandémie de covid-19 à Madagascar.

Suivant la requête du Ministère de la Justice, une dotation de différents lots de matériels et d'équipements pour soutenir les efforts du Ministère de la Justice à faire face à la covid-19 dans les différentes juridictions et les établissements pénitentiaires a été effectué par le Programme des Nations Unies pour le Développement le 22 mai 2020 dernier. La cérémonie de remise officielle de cette dotation s'est tenue dans la cour du Ministère de la Justice à Faravohitra en présence des représentants des acteurs de la justice et de l'administration pénitentiaire.

« Face à la pandémie à laquelle tout le pays fait face actuellement, les réalisations et les acquis antérieurs risquent de disparaître si la propagation du covid-19 n'est pas maîtrisée dans les juridictions et les établissements pénitentiaires. Les matériels et de produits bénéficieront aux personnels de ces juridictions et établissements pénitentiaires ainsi que des détenus dans les prisons, contribuant ainsi au maintien d'un fonctionnement normal de la justice et au renforcement de l'Etat de droit dans un contexte particulier et difficile dominé par un ennemi invisible qu'est le coronavirus. » précise Marie Dimond, Représentant Résident du PNUD lors de la remise officielle de ces intrants de prévention contre la covid-19.

La dotation comprend notamment divers lots constitués de 10 000 masques, 200 litres, de produits désinfectant pour sol, 500 litres de liquide détergent, 2000 unités de gels désinfectant pour mains, 3000 unités de gants latex, 56 pulvérisateurs, une centaine de distributeurs d'eau et une centaine de seaux d'eaux.

Ce soutien au secteur de la justice entre dans le cadre de l'appui apporté par le PNUD aux efforts menés par le Ministère de la Justice et les juridictions à tous les niveaux en matière de consolidation de l'Etat de droit, d'amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale à Madagascar. Dans le cadre de ce partenariat, le PNUD, à travers la mise en œuvre du projet de Renforcement de l'Etat de Droit, a déjà soutenu diverses séries d'actions de renforcement de capacités des acteurs de la chaîne pénale dans différents domaines aussi bien technique que matériel.

A Madagascar, la réponse du PNUD face à la pandémie de covid-19 s'articule autour de trois objectifs : aider le pays à se préparer et à protéger les populations contre la pandémie et ses impacts, à réagir lors de l'épidémie, et à se remettre des impacts économiques et sociaux dans les mois à venir.



La dotation remise au Ministère de la Justice comprend notamment divers lots de masques, de produits désinfectant pour sol, de liquide détergent, de gels désinfectant pour mains, de gants en latex, de pulvérisateurs, une centaine de distributeurs d'eau et une centaine de seaux d'eaux.

Préserver les chaînes de valeur alimentaires mondiales : essentiel dans le contexte de la crise du COVID-19



La pandémie du COVID-19 met à rude épreuve les systèmes de santé publique du monde entier, et des millions de personnes dans les pays du monde les plus avancés sur le plan économique sont en quelque sorte mises en quarantaine.

Nous savons que les pertes en vie humaines seront élevées et que les efforts massifs pour en inverser la tendance ont un coût économique élevé.

Pour réduire le risque de pertes encore plus élevées – pénurie de nourriture pour des millions de personnes, même dans les pays riches –, le monde doit immédiatement prendre des mesures pour minimiser les interruptions des chaînes d’approvisionnement alimentaire.

Une intervention coordonnée et cohérente à l’échelle mondiale est nécessaire pour éviter que cette crise de santé publique ne déclenche une crise alimentaire qui empêcherait les gens de trouver ou de se procurer de la nourriture.

Le COVID-19 n’a exercé, pour l’instant, aucune pression sur la sécurité alimentaire malgré des rapports isolés indiquant que des supermarchés ont été pris d’assaut.

S’il n’y a pas lieu de paniquer – car il y a suffisamment de nourriture dans le monde pour nourrir tout le monde –, nous devons quand même relever un défi: veiller à ce que la nourriture soit disponible là où l’on en a besoin. L’épidémie du COVID-19, qui a entraîné la fermeture de frontières et le confinement, a créé des contraintes logistiques qui se répercutent sur les longues chaînes de valeur de l’économie mondiale moderne.

Les restrictions de mouvement, ainsi que le comportement d’aversion des travailleurs, peuvent empêcher des agriculteurs de cultiver les terres et des transformateurs des produits alimentaires (qui gèrent la plupart des produits agricoles) de s’occuper de la transformation. La pénurie d’engrais, de médicaments vétérinaires et d’autres intrants pourrait également avoir des conséquences sur la production agricole.

La fermeture de restaurants et d’épiceries moins fréquentées réduit la demande de produits frais et de produits de la pêche, ce qui affecte les producteurs et les fournisseurs, en particulier les petits agriculteurs, avec des conséquences à long terme pour des populations de plus en plus urbanisées à travers le monde, que ce soit à Manhattan ou à Manille.

L’incertitude quant aux disponibilités alimentaires peut inciter des décideurs à mettre en œuvre des mesures restrictives en matière de commerce dans le but de garantir la sécurité alimentaire au niveau national.

L’expérience vécue lors de la crise mondiale des prix des denrées alimentaires de 2007-2008 nous enseigne que de telles mesures ne peuvent qu’exacerber la situation.

Les restrictions à l’exportation mises en place par des pays exportateurs pour accroître les disponibilités alimentaires au niveau national pourraient entraîner de graves perturbations sur le marché alimentaire mondial, ce qui conduirait à des flambées et une volatilité accrue des prix.

En 2007-2008, ces mesures immédiates se sont avérées extrêmement préjudiciables, en particulier aux pays à faible revenu et à déficit vivrier et aux efforts des organisations humanitaires pour procurer de la nourriture aux nécessiteux et aux vulnérables.

Nous devons tous tirer des leçons du passé pour ne pas répéter les mêmes erreurs.

Les décideurs doivent veiller à ne pas durcir sans le vouloir les conditions d'approvisionnement alimentaire.

Bien que chaque pays soit confronté à ses propres défis, la collaboration entre les gouvernements et l'ensemble des secteurs et des parties prenantes est primordiale. Nous sommes confrontés à un problème mondial qui nécessite donc une solution mondiale.

On ne connaît pas encore les effets sanitaires de l'actuelle pandémie du COVID-19 sur certains des pays les plus pauvres. Pourtant, nous pouvons dire avec certitude que toute crise alimentaire consécutive à une mauvaise élaboration de politiques sera une catastrophe humanitaire que nous pouvons éviter.

Nous avons déjà 113 millions de personnes souffrant de la faim aiguë dans le monde, et en Afrique subsaharienne, un quart de la population est sous-alimentée. Toute interruption des chaînes d'approvisionnement alimentaire intensifiera la souffrance humaine et accentuera le défi de réduire la faim dans le monde.

Nous devons faire tout notre possible pour ne pas laisser cela se produire. Prévenir coûte moins cher. Les marchés mondiaux sont essentiels pour atténuer les chocs liés à l'offre et la demande entre les pays et les régions, et nous devons travailler ensemble pour veiller à minimiser autant que possible les interruptions des chaînes d'approvisionnement alimentaire.

Le COVID-19 nous rappelle avec force que la solidarité n'est pas de la charité mais du bon sens.

QU Dongyu
Directeur général de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture
(FAO)
Rome, 28 mars 2020



Pour une réponse socio-économique immédiate pour pallier les impacts de la pandémie covid-19 à Madagascar

Le SNU est actuellement en train de formuler une réponse socio-économique immédiate pour appuyer Madagascar dans la lutte contre les impacts du COVID-19. Après la publication par le Secrétaire Général de l'ONU du Cadre de réponse immédiate au Covid-19 des Nations Unies pour accompagner et compléter les réponses humanitaire et sanitaire dans les prochains 18 mois. Le Système des Nations Unies à Madagascar s'attelle également à la formulation de ce cadre pour le pays sous la coordination du Coordinateur Résident et le lead technique du PNUD.

Le Cadre comprend cinq piliers d'interventions intégrés, dans lesquels l'accent devra être mis sur les besoins des groupes qui risquent le plus d'être laissés pour compte à cause de la crise, ainsi que sur les droits de l'homme, la durabilité environnementale et l'égalité de genre. La réponse devra aussi assurer un fort ancrage dans les différents plans nationaux élaborés pour faire face à la crise ; dans ce sens, il va représenter une offre d'appui au gouvernement et une plateforme pour l'engagement d'autres partenaires au développement. Enfin, le cadre est appelé à proposer une nouvelle façon de faire, capable de réaliser l'esprit du message du Secrétaire Général des Nations Unies. « Tout ce que nous faisons pendant et après cette crise doit être résolument axé sur la construction d'économies et de sociétés plus égalitaires, plus inclusives, plus durables et plus résilientes aux pandémies, au changement climatique et aux nombreux autres défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés. » a noté en ce sens Antonio Guterres, Secrétaire Général de l'ONU.

1) SANTE EN PREMIER

Veiller à ce que les services de santé essentiels soient toujours disponibles et plus résilients.

2) PROTECTION DES PERSONNES

Aider les populations à faire face à l'épreuve, grâce à la protection sociale et aux services de base

3) REPONSE ET RELEVEMENT ECONOMIQUE

Protéger les emplois, soutenir les petites et moyennes entreprises et les travailleurs du secteur informel grâce à des programmes de relance économique

4) REPONSE MACROECONOMIQUE ET COLLABORATION MULTILATERALE

Orienter la montée en puissance nécessaire des mesures de relance budgétaire et financière pour que les politiques macroéconomiques profitent aux plus vulnérables et renforcer les réponses multilatérales et régionales

5) COHESION SOCIALE ET RESILIENCE COMMUNAUTAIRE

Promouvoir la cohésion sociale et investir dans des systèmes de résilience et de réponse communautaire.

Un accompagnement dans l'évaluation des impacts de la pandémie

Des appuis techniques en modélisation du choc de la crise sanitaire Covid-19 sur la croissance économique et les principaux agrégats macroéconomique et de ses impacts sur la pauvreté ont été apportés par le PNUD pour contribuer à l'évaluation de l'impact socio-économique mené avec le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF). Actuellement, suite à une autre requête du MEF, un nouvel exercice de modélisation de l'impact du choc du Covid-19 sera mené sur la demande globale en vue de mettre en évidence le choc subit par les secteurs commerce, hôtels et restaurants, puis tourisme, et de leur transmission aux 3 autres secteurs : primaire, secondaire et autres tertiaires de l'économie en termes de valeur ajoutée et de production. Ces études contribueront à développer les réponses socio-économiques adéquates face aux impacts de la pandémie à Madagascar.

Les Nations Unies soutiennent la campagne de dépistage du virus covid-19 à Madagascar

Antananarivo, 28 mai 2020 - Le Système des Nations Unies à Madagascar à travers l'OMS, l'OIT, le PAM, le PNUD et l'UNICEF, a procédé ce jeudi à une nouvelle dotation au gouvernement de Madagascar pour soutenir la riposte à la covid-19, dont en particulier les activités de laboratoire. Cette nouvelle dotation est composée de kits pour tests, équipements de laboratoires, équipements de protection individuelle, désinfectants, matériels informatiques...

La cérémonie de remise de ces dons s'est déroulée au Ministère de la Santé Publique Ambohidahy en présence du Ministre de la Santé, de la Coordinatrice résidente a.i du Système des Nations Unies à Madagascar à la fois Représentante Résidente de l'OMS, et des Représentants résidents de l'UNICEF, du PAM, de l'OIT et du PNUD.

Aujourd'hui, Madagascar s'est enrichi d'un nouveau procédé de diagnostic moléculaire de la COVID-19, en introduisant ainsi le GeneXpert reconnu par l'OMS comme test de confirmation rapide en 45 minutes de l'infection chez les personnes répondant à la définition de cas de COVID-19 active. Les nouveaux intrants pour le dépistage, composés de 9 250 tests GeneXpert acquis grâce à un financement de l'Agence Danoise de Développement internationale (DANIDA) à l'UNICEF, viennent renforcer les capacités de dépistages décentralisés à Madagascar, en redynamisant les 15 laboratoires GeneXpert existants dans 12 régions, qui pourront ainsi contribuer à augmenter la capacité de dépistage de la Covid-19. Avec cet appui, la capacité de dépistage devrait facilement tripler, répondant ainsi au souhait du Gouvernement de Madagascar de rendre disponible les tests dans toutes les régions et de renforcer la prévention et le contrôle de l'épidémie dans le pays.

La dotation de ce jour d'une valeur totale de près de 570 000 USD soit près de 2 156 000 000 MGA (UNICEF : 183 000 USD + PNUD : 299 582 USD + OMS : 44 000 USD +PAM : 44 000 USD) s'ajoute aux intrants sanitaires déjà remis au Centre de Commandement Opérationnel Covid-19 et aux différents ministères partenaires du Système des Nations Unies à Madagascar, ainsi qu'au programme d'assistance des Nations Unies à la riposte à la covid-19 évalué à plus de 20 millions de USD.

En se référant au plan de riposte nationale et à la Politique Générale de l'Etat, le Système des Nations Unies à Madagascar à travers l'OMS, l'UNICEF, l'UNFPA, l'OIT et le PNUD, accompagne Madagascar dans les réponses d'urgence sanitaire, y compris dans le renforcement de capacités pour coordonner la riposte aux niveaux national et régionaux. Le Système des Nations Unies appuie également les réponses socio-économiques en faveur des populations très vulnérables, des travailleurs dans le secteur informel en difficulté à cause des différentes mesures durant l'état d'urgence sanitaire par le biais du PAM, du PNUD, de l'OIT et de l'UNICEF.

Un soutien technique et financier est également octroyé par le PNUD, l'OIT et l'ONUDI pour préparer le relèvement après la crise sanitaire dans les domaines économiques incluant l'emploi formel et informel, la santé et sécurité au travail, l'accompagnement nécessaire au niveau du secteur privé avec un accent particulier sur les populations vulnérables et laissées pour compte. Un accompagnement dans le domaine de la consolidation de la paix et la promotion des droits de l'homme est également apporté par le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme, l'OIM, l'OIT, le PNUD, l'UNICEF, et l'UNFPA.

Le Coordonnateur résident a.i. a réitéré la volonté du SNU à accompagner le Gouvernement dans la lutte contre le COVID-19.



REMISE OFFICIELLE DU JEUDI 28 MAI 2020
DONATION UN : RIPOSTE CONTRE LE COVID19 - ACTIVITES DE LABORATOIRE
VALEUR : 313 939,37

AGENCE	QUANTITE	ITEMS	VALEUR USD
OMS	580	Faceshield / Protection faciale	928,00
	350	Gel hydroalcoolique de 100ml	923,59
	31 700	Gants d'examen	1 315,95
	360	Flacons d'eau de javel/détergent VIROKIL	342,68
	15	Onduleurs	11 700,22
	2	Unité centrale	1 211,00
	22	Appareil de téléconférence	26 762,93
		VALEUR DONATION OMS	43 184,37
PAM	50 000	Masques chirurgicaux	32 000,00
	1 000	surblouse	12 320,00
		VALEUR DONATION PAM	44 320,00
UNICEF	9 250	Cartouche de test GeneXpert	183 000,00
		VALEUR DONATION UNICEF	183 000,00
UNDP	400 000	Masques chirurgicaux	299 582,00
		VALEUR DONATION UNDP	299 582,00
		VALEUR TOTALE DE LA DONATION UN	570 086,37





Publication : BCR - mai 2020

Equipe de rédaction : UNCG Madagascar

Mise en page : CINU Antananarivo / BCR

Contacts : 032 07 466 69 / unic.antananarivo@unic.org



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



NATIONS UNIES
MADAGASCAR



COVID-19
RIPOSTE

